



## EXTRAIT

### Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

#### DELIBERATION N° 11/2018 – 10

**OBJET :** GESTION DES DECHETS  
Adoption du programme d'actions du Programme Local de Prévention Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) par la Communauté de Communes Terres des Confluences

L'An deux mille dix-huit et le quatorze du mois de novembre (14.11.2018) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 8 novembre 2018, s'est assemblé à la salle Jules Fromage de Saint-Nicolas-de-la-Grave, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

#### CONSEILLERS PRESENTS :

M. GARGUY Bernard, Président  
M. BESIERS Jean-Philippe, 1<sup>er</sup> Vice-Président  
M. HENRYOT Jean-Michel, 2<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. BRIOS Dominique, 3<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. CAPAYROU Joël, 4<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme FORNERIS Dominique, 5<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
Mme FEAU Annie, 6<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. BENCE Jean-Marie, 8<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme DELZERS Monique, 9<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
M. GIAVARINI Jean-Claude, 10<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme ROLLET Colette, 11<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
M. LANNES Serge, 12<sup>ème</sup> Vice-Président

Mme ROBIN Nathalie - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - Mme HURREAU-SAUVET Nadia - M. PONS Michel - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°1) - Mme TRESSENS Christiane - M. IMBERT Jean-Paul - M. BENECH Robert - M. ANGLES André - Mme GAMBARA Corinne - Mme GARRIGUES Maïté - Mme BAULU Maryse - M. ANDRAL Maurice - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - M. FONTANIE Pierre - M. JAUBERT Jacques - M. DUPUY Guy - M. DELLAC Patrick - M. LAFONT Hubert - M. GERARDIN Frédéric - M. DESQUINES Philippe - M. SAMAIN Hugues - M. FEGNE Jean - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte -

#### CONSEILLERS REPRESENTES :

M. REMIA Alex  
M. KOZLOWSKI Éric  
Mme CAMPOURCY Véronique  
M. CASSIGNOL Michel  
Mme MAERTEN Fabienne  
M. GUILLAMAT Pierre  
Mme CASTRO Marie  
M. VALLES Gérard  
M. DESCAZEUX Robert  
M. PREVEDELLO Xavier

a donné procuration à M. BENECH Robert  
a donné procuration à Mme HURREAU-SAUVET Nadia  
a donné procuration à M. PONS Michel  
a donné procuration à Mme GARRIGUES Maïté  
a donné procuration à M. HENRYOT Jean-Luc  
a donné procuration à Mme VISSIERES-DELVOLVE MT  
a donné procuration à Mme FEAU Annie  
a donné procuration à M. GARGUY Bernard  
est remplacé par M. VIGNAUX C., conseiller suppléant  
a donné procuration à Mme BAJON-ARNAL Jeanine

#### ABSENTS EXCUSES :

Mme BERGE Marie-Luce  
M. CALVI Daniel  
Mme CARDONA Muriel (jusqu'au procès-verbal)

#### ABSENTS NON EXCUSES :

M. CHARLES Patrice  
M. GARRIGUES Jean-Claude

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Mr Jean-Luc HENRYOT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'article L. 541-15-1 du code de l'environnement ;

**Vu** le décret n° 2015-662 du 10 juin 2015 qui précise le contenu et les modalités d'élaboration des PLPDMA ;

**Vu** l'avis favorable de la commission Cadre de vie du 22 octobre 2018 ;

**Vu** l'avis favorable du bureau communautaire du 6 novembre 2018 ;

#### Le contexte

La démarche de programme de réduction des déchets a été lancée volontairement en 2010 par le SIRTOMAD dans le cadre d'un programme d'aides financières proposé par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) avec atteinte d'un objectif de réduction des déchets. Les collectivités à compétence collecte des déchets ménagers qui étaient déjà dotées (à titre volontaire) d'un PLPDMA ont 3 ans pour le réviser selon les nouvelles dispositions présentées dans le décret du 10 juin 2015.

Le SIRTOMAD porte volontairement le Programme Local de Prévention depuis 2010. Par conséquence, ses membres, que sont le Grand Montauban Communauté d'Agglomération et la Communauté de Communes Terres des Confluences, ont confié l'élaboration du PLPDMA au SIRTOMAD,

**Considérant** que le décret prévoit que le PLPDMA couvre l'ensemble du territoire du SIRTOMAD et qu'il doit comporter :

- Les objectifs de réduction des quantités de déchets fixés par le SIRTOMAD, le Grand Montauban Communauté d'Agglomération et la Communauté de Communes Terres des Confluences,
- Les mesures mises en place pour les atteindre avec description des moyens techniques, humains et financiers nécessaires,
- L'établissement d'un calendrier prévisionnel de mise en œuvre,
- Les indicateurs de mesure et modalités d'évaluation et de suivi du programme.

**Considérant** que la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) s'est réunie le 11 juillet 2018 pour une présentation du projet de plan d'actions et a émis un avis favorable ;

**Considérant** que chaque citoyen du territoire concerné par ce programme a été invité à consulter le PLPDMA sur une période minimum de 21 jours et à donner son avis ;

**Considérant** que les élus membres du comité syndical du SIRTOMAD ont validé le programme d'actions du PLPDMA le 23 octobre 2018 qui porte sur les axes précisés dans le document joint ;

Une fois le PLPDMA adopté par les collectivités membres du SIRTOMAD, il devra être transmis au préfet de région et à l'ADEME.

Il est précisé qu'un rapport complet est à disposition sur le site internet [www.sirtomad.com](http://www.sirtomad.com) et au siège de la Communauté de Communes aux heures habituelles d'ouverture.

#### **DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **autorise** Monsieur le président à adopter le programme d'actions du PLPDMA portant sur les axes suivants :



AR PREFECTURE

082-200066322-20181116-DEL11201810-DE

Regu le 16/11/2018

- Réduire les déchets verts grâce au compostage et au broyage ;
- Lutte contre le Gaspillage alimentaire ;
- Sensibiliser les acteurs ;
- Favoriser la consommation responsable et augmenter la durée de vie des produits ;
- Etre éco exemplaire ;
- Utiliser les instruments économiques ;
- Réduire les déchets des entreprises et du BTP.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 16/11/18

Publication le : 16/11/18

Notification le : 16/11/18

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES  
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



Membres en exercice : .....53  
Présents : .....40  
Votants : .....49  
Adoptée à l'unanimité des votants

AR PREFECTURE

082-200066322-20181116-DEL11201810-DE  
Regu le 16/11/2018

Le 16/11/2018, le Préfet de la Région  
de la Réunion a reçu en son  
cabinet le représentant de la  
Commission de la Région de la Réunion.



Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 30 mars 1978 relative à l'accès à l'information.

Le 16/11/2018, le Préfet de la Région de la Réunion a reçu en son cabinet le représentant de la Commission de la Région de la Réunion.

Le 16/11/2018, le Préfet de la Région de la Réunion a reçu en son cabinet le représentant de la Commission de la Région de la Réunion.

Le 16/11/2018, le Préfet de la Région de la Réunion a reçu en son cabinet le représentant de la Commission de la Région de la Réunion.